

Distribution limitée

WHC-02/CONF.202/INF.6

Paris, le 21 juin 2002

Original : anglais/français

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE  
MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

**30<sup>e</sup> anniversaire  
(1972-2002)**

**COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL**

**Vingt-sixième session**

**Budapest, Hongrie  
24 - 29 juin 2002**

**Point 7 de l'ordre du jour provisoire : Rapport du Secrétaire sur les activités entreprises par le Secrétariat depuis la vingt-cinquième session du Comité du patrimoine mondial.**

**Il est demandé au Comité de :**

**Prendre note du Rapport du Secrétaire sur les activités entreprises par le Secrétariat depuis la vingt-cinquième session du Comité du patrimoine mondial.**

## **TABLE DES MATIERES**

- INTRODUCTION
- I. ETABLISSEMENT DE LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL
- II. MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL
- III. SOUMISSION DE RAPPORTS PERIODIQUES
- IV. MISSIONS DE SUIVI REACTIF
- V. STRATEGIE GLOBALE
- VI. REUNIONS SUR LA PRESERVATION DES SITES DU PATRIMOINE MONDIAL
- VII. PARTICIPATION A DES CONFERENCES INTERNATIONALES
- VIII. SEMINAIRES ET ATELIERS DE FORMATION
- IX. PARTENARIATS ET FONDS-EN-DEPOT
- X. LE CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL
- XI. PROGRAMME DE GESTION DE L'INFORMATION
- XII. ACTIVITES DE SENSIBILISATION



## INTRODUCTION

Le présent rapport fournit un résumé des activités entreprises par le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis les six derniers mois.

Il a fallu réaliser un travail très diversifié pour organiser les 26<sup>e</sup> sessions du Comité et de son Bureau et pour mettre en œuvre les décisions du Comité du patrimoine mondial. Notre travail continue d'exiger un équilibre entre le volet statutaire et le volet opérationnel. Le Centre est chargé d'assurer les services des réunions du Comité et de son Bureau tout en assurant en même temps la mise en œuvre opérationnelle des décisions du Comité. En tant que partie intégrante du Secrétariat de l'UNESCO, le Centre est également responsable de la planification, de la soumission de rapports et de l'évaluation du sous-programme sur le patrimoine mondial.

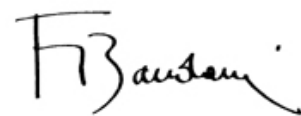
Le suivi de toutes les décisions du Comité et du Bureau relatives à la Stratégie globale, les nouvelles propositions d'inscription au patrimoine mondial, l'assistance préparatoire, les activités de formation, l'assistance d'urgence, le suivi réactif et la soumission de rapports périodiques, tout cela est mené en étroite collaboration avec les Etats parties et les organes consultatifs selon les besoins. Pour ce travail, la coordination avec la Division des sciences écologiques au Secteur des sciences et la Division du patrimoine culturel au Secteur de la culture est essentielle.

La mise en œuvre de certaines des activités opérationnelles du Centre a été entravée ces derniers mois par l'introduction d'un nouveau système administratif à l'UNESCO. Le personnel du Centre se forme actuellement à l'application de ce système.

Je suis heureux d'annoncer qu'en réponse à la croissance du Centre ces dernières années, nous disposons maintenant de davantage d'espace dans le bâtiment Saxe au Siège de l'UNESCO. A cet égard, je souhaite remercier particulièrement le Comité du patrimoine mondial qui a travaillé au nom du Centre pour demander de nouveaux espaces de bureaux. On pourrait encore améliorer notre situation en termes de locaux : en effet le Centre ne dispose pas de véritable espace de réception, de salle de réunion ou d'espace d'exposition.

Le travail du Centre en matière d'information, de sensibilisation et d'éducation est devenu de plus en plus important cette année, alors que nous célébrons le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Convention et l'Année internationale des Nations Unies pour le patrimoine mondial. La coïncidence de ces deux célébrations procure à l'UNESCO une nouvelle visibilité et des possibilités de mieux développer la sensibilisation des peuples du monde entier à l'importance de notre patrimoine culturel et naturel.

Je voudrais remercier tous les Etats parties, les organes consultatifs, d'autres organisations, les collègues du Centre et de l'UNESCO, ainsi que d'autres personnes qui ont contribué à la mise en œuvre de la Convention au cours des derniers mois.



Francesco Bandarin  
Directeur, Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO

Vendredi 21 juin 2002

## I. ETABLISSEMENT DE LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL

- **Nouveaux Etats parties à la Convention du patrimoine mondial**

Le nombre total d'Etats parties à la *Convention* est passé à **172** depuis la 25<sup>e</sup> session du Comité du patrimoine mondial, avec l'arrivée du Liberia, de la Barbade, des Iles Marshall, du Vanuatu et de Palau comme Etats parties. Comme ces nouveaux instruments de ratification et d'acceptation n'ont été que récemment déposés à l'UNESCO, la Convention n'entrera pas encore en vigueur pour eux lors de la 26<sup>e</sup> session du Comité.

- **La Liste du patrimoine mondial**

A la suite de l'inscription de 31 nouveaux sites par le Comité du patrimoine mondial à sa vingt-cinquième session en décembre 2001, la Liste du patrimoine mondial comprend maintenant un total de **721** biens, (**554** biens culturels, **144** biens naturels et **23** biens mixtes) situés dans **124** Etats parties.

- **Listes indicatives**

Au 15 mai 2002, sur les 167 qui avaient ratifié la Convention, **122** Etats parties avaient soumis des listes indicatives conformément aux critères spécifiés dans les Orientations et **45** Etats parties n'avaient pas soumis de liste indicative.

## II. MISE EN ŒUVRE de LA CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL

- **Réunions statutaires sur le patrimoine mondial**

La 26<sup>e</sup> session du Bureau du Comité du patrimoine mondial s'est tenue au Siège de l'UNESCO à Paris, du 8 au 13 avril 2002.

- Un **nombre important de documents** a été produit à des fins statutaires entre janvier et juin 2002 : 16 documents de travail et documents d'information pour la 26<sup>e</sup> session du Bureau du patrimoine mondial et 30 documents de travail et 16 documents d'information pour la 26<sup>e</sup> session du Comité du patrimoine mondial (46 documents de travail et 23 documents d'information au total). Huit Lettres circulaires et 7 courriers électroniques adressés à WH-STATES@unesco.org (la liste d'envoi électronique aux Etats parties à la Convention du patrimoine mondial) ont également été envoyés pendant cette période.

- Une **réunion d'information** sur la 26<sup>e</sup> session du Comité du patrimoine mondial a été organisée le 14 juin 2002 pour tous les Etats parties.

- Des réunions se sont tenues avec les **organes consultatifs** (ICCROM, ICOMOS et UICN) les 21 janvier et 13-14 février 2002.

- **Révision des Orientations**

Une seconde réunion du Groupe de rédaction pour la révision des *Orientations* s'est tenue au Siège de l'UNESCO du 18 au 22 mars 2002. Le Groupe de rédaction a remarquablement avancé en matière de révision des *Orientations* et il a rédigé une version finale des sections I-V des Orientations et dix annexes au cours de débats positifs dans un cadre coopératif, en cherchant autant que possible le consensus. Le texte établi par le Groupe de rédaction de mars 2002 représente une avancée notable de la révision des *Orientations* ; il est présenté à la 26<sup>e</sup> session du Comité (Budapest, juin 2002) pour étude et adoption possible. Le Groupe de rédaction a recensé un certain nombre de questions juridiques et de politique générale (voir les documents WHC-02/CONF.202/14A et WHC-02/CONF.202/14B). Le Groupe a également fait des recommandations générales qui demandent un suivi à la 26<sup>e</sup> session du Comité.

### III. SOUMISSION DE RAPPORTS PERIODIQUES

- **Afrique**

L'atelier régional sur la restitution en vue de la soumission d'un rapport périodique sur l'Afrique, tenu du 25 au 27 février 2002, a rassemblé des participants des pays suivants : Benin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Ghana, Guinée, Kenya, Malawi, Mali, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Seychelles, Tanzanie et Zimbabwe – soit quinze pays sur les dix-huit Etats parties qui participaient à cet exercice. Cet atelier visait à informer les gestionnaires de site et les directeurs nationaux des résultats et des leçons tirées du premier exercice de soumission de rapports périodiques entrepris de 2001 à 2002. Le rapport périodique sera présenté à la 26<sup>e</sup> session du Comité pour adoption (voir **WHC-02/CONF.202/16**).

- **Asie et Pacifique**

Un Atelier régional sur la soumission de rapports périodiques pour les biens naturels et mixtes du patrimoine mondial en Asie et dans le Pacifique a été organisé conjointement par l'UNESCO et le Gouvernement australien sur le site des Montagnes Bleues, du 10 au 13 mars 2002. Quelque 80 participants d'Australie, Chine, Inde, Indonésie, Japon, Népal, Nouvelle-Zélande, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, Thaïlande et Viet Nam ont fait des exposés d'études de cas tirées des projets nationaux de rapports périodiques et ils ont rendu compte de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial et de l'état de conservation des biens naturels et mixtes dans leur pays. La réunion a adopté des recommandations/orientations et elle a établi un calendrier de préparation du Rapport de synthèse régional à présenter au Comité du patrimoine mondial en juin 2003.

- Les réunions sous-régionales et nationales suivantes pour la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial sont en préparation – notamment sur la soumission de rapports périodiques : atelier national – Chine (14-18 juillet 2002) ; atelier national – Inde (septembre 2002) ; atelier national – Sri Lanka (septembre 2002) ; réunion nationale – Iran (juillet ou août 2002) ; Etats parties d'Asie centrale au Kazakhstan (septembre 2002) ; réunion d'Etats parties d'Asie du Sud – Pakistan (septembre 2002).

- **Amérique latine et Caraïbes**

La première réunion des **pays du MERCOSUR** sur la présentation de rapports périodiques pour l'Amérique latine s'est tenue à Montevideo, Uruguay, du 13 au 15 mars 2002. Dix pays d'Amérique du Sud ont étudié 35 sites (24 culturels, 9 naturels et 2 mixtes). Ont assisté à cette réunion des représentants et des gestionnaires de sites des pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela. Des représentants de l'UICN, de l'ICOMOS, de l'ICCROM, ainsi que des représentants de l'UNESCO et des experts régionaux y ont également participé.

La première réunion pour la présentation des **Rapports périodiques pour l'Amérique centrale et le Mexique** s'est tenue à Campeche, Mexique, du 8 au 10 mai 2002. Les pays suivants ont participé à la réunion : Costa Rica, Cuba, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama et République dominicaine. Il ont étudié 26 sites (21 culturels, 4 naturels et 1 mixte). Un nombre limité de gestionnaires de sites a pris part à la réunion en plus des représentants de l'UNESCO, des trois organes consultatifs – UICN, ICOMOS et ICCROM –, ainsi que des experts régionaux. Le Mexique a accepté d'aider les pays de la sous-région à préparer des inventaires de leurs biens patrimoniaux.

- **Europe et Amérique du Nord**

Plusieurs réunions ont été organisées avec des représentants du Conseil de l'Europe pour coordonner les efforts pour la section I du format, notamment dans les bureaux du Conseil de l'Europe à Paris le 24 avril 2002. Le Centre a participé à la **réunion du Conseil de l'Europe à Cracovie**, Pologne, les 23 et 24 mai 2002, ainsi qu'aux sessions de formation sur le projet HEREIN. Plusieurs Etats parties ont pris contact avec le Centre concernant les points focaux et la préparation de la soumission de rapports périodiques en 2005/2006. Lors d'une réunion avec les gestionnaires de sites des 25 biens du patrimoine mondial en Allemagne, tenue sur le site du patrimoine mondial de **Potsdam** le 7 juin 2002, les procédures de soumission de rapports périodiques ont été expliquées par un membre du personnel du Centre. Une lettre circulaire à tous les Etats parties européens est actuellement en préparation.

- **Etats arabes**

Dans le prolongement de l'exercice de soumission de rapports périodiques pratiqué par les Etats arabes en 2000, l'Unité des Etats arabes du Centre a commencé la mise au point d'un Plan d'action intégré pour les Etats arabes, qui sera achevé d'ici six mois et finalisé lors de consultations avec des experts et des Etats parties. Ce Plan d'action sera présenté au Comité à sa 27<sup>e</sup> session en juin 2003.

#### IV. MISSIONS DE SUIVI REACTIF

- Une mission internationale ICOMOS-UNESCO a été entreprise à **Sighisoara et aux environs, Roumanie** (mars 2002) pour évaluer un projet de création d'un parc d'attractions – Draculand – et ses effets sur l'intégrité visuelle du site du patrimoine mondial et ses autres impacts.
- Une aide a été apportée en janvier 2002 au **Gouvernement iranien** pour finaliser la première proposition d'inscription en 23 ans d'un bien culturel sur la Liste du patrimoine mondial. A la suite de cela, une nouvelle proposition d'inscription sera soumise pour examen par le Comité en juin 2003.
- A l'issue d'une mission de suivi réactif à **Galle, Sri Lanka**, en mai 2002, des recommandations ont été faites pour renforcer la conservation et la gestion du site, et la mise en place d'une activité financée par le fonds-en-dépôt néerlandais pour établir un plan de gestion d'ensemble.
- Des missions conjointes ICOMOS-UNESCO ont été entreprises à **Luang Prabang, Laos** (avril 2002) et **Ispahan, Iran** (juin 2002), et ont donné lieu à des recommandations pour renforcer la conservation et la gestion des sites.
- Une mission à **Pahapur, Bangladesh**, en avril 2002, a donné lieu à des recommandations pour renforcer la conservation et la gestion de ce site et pour préparer une mission UNESCO complémentaire qui étudierait la réalisation d'une activité financée par le Fonds-en-dépôt japonais.
- Un voyage d'étude est prévu au Royaume-Uni en octobre 2002 pour des gestionnaires de sites du patrimoine mondial en péril de **Hampi, Inde**. On peut en espérer un renforcement des capacités des autorités nationales en matière d'amélioration de la conservation et de la gestion de ce bien et, à terme, une suppression des menaces qui pèsent sur ce site.
- **Réactivation de la Convention du patrimoine mondial en Afghanistan**  
Afin d'aider les autorités de l'administration provisoire d'Afghanistan à réactiver la Convention du patrimoine mondial, le Centre du patrimoine mondial a aidé les autorités afghanes depuis janvier 2002 à : (a) élaborer un plan d'action national pour la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial ; (b) rassembler de la

documentation scientifique pour établir un inventaire national des biens naturels et culturels afghans, en étroite coopération avec les organes consultatifs concernés ; (c) évaluer l'état de conservation du patrimoine naturel et culturel de l'Afghanistan par le biais d'une commission d'enquête technique et consultative à Kaboul, entre le 30 avril et le 5 mai 2002, et à Herat (via Islamabad) les 7 et 8 mai 2002 ; (d) réactiver le processus de proposition d'inscription différée du Minaret et des vestiges archéologiques de Jam, processus qui avait été lancé par les anciennes autorités afghanes en 1981 ; (e) mobiliser l'appui international pour traiter les besoins prioritaires en vue de la réhabilitation du patrimoine culturel de l'Afghanistan par l'organisation conjointe d'un « Séminaire pour la réhabilitation du patrimoine culturel de l'Afghanistan » tenu à Kaboul entre le 27 au 29 mai 2002 ; (f) planifier une activité de formation pour développer la capacité des autorités afghanes à mettre en œuvre la Convention du patrimoine mondial.  
(Voir WHC-02/CONF.202/ 19).

## V. STRATEGIE GLOBALE

- **Etats arabes**

L'Unité des Etats arabes entreprend une étude régionale sur la Liste du patrimoine mondial et les listes indicatives, en vue de déterminer les catégories de sites les moins représentées et de fournir des indications aux Etats parties pour de futures propositions d'inscription. Cette étude devrait être achevée avant la fin de 2002.

- **Afrique**

En collaboration avec les services de l'Inventaire du Département régional des Affaires culturelles du Ministère de la Culture et de la Francophonie à Nancy, France, une semaine de formation a été organisée pour un expert africain sur les méthodologies et l'inventaire général des monuments et des richesses culturelles. L'organisation d'échanges de formation de ce genre est envisagée à l'avenir.

- **Asie et Pacifique**

- Un atelier marin sur le patrimoine mondial a été organisé à Hanoï, Viet Nam, du 25 février au 1<sup>er</sup> mars 2002, dans le cadre du projet UNESCO/UICN/UNFIP « **Comblé les lacunes essentielles et encourager une stratégie de propositions d'inscription par groupes de site dans les écosystèmes tropicaux, côtiers et marins, et de petites îles.** » Ce projet, financé par la Fondation des Nations Unies, et organisé avec l'assistance de partenaires comme la National Oceanographic and Atmospheric Administration (NOAA) du Gouvernement américain, constituait le premier dialogue mondial d'experts sur les écosystèmes tropicaux, côtiers et marins et de petites îles.
- Une mission d'experts a été organisée en Indonésie du 8 au 21 avril 2002 pour la préparation du dossier de proposition d'inscription du **Paysage culturel de Bali**. Une assistance sera fournie pour préparer le dossier de proposition d'inscription pour le patrimoine culturel et les biens paysagers de Bali et formuler un plan de gestion d'ensemble pour la protection durable et le développement du site.
- Tout le travail pour favoriser la mise en œuvre de la *Convention du patrimoine mondial* dans la **région Pacifique** se poursuit en étroite coopération entre le Centre et le bureau de l'UNESCO à Apia, Samoa.
- A la suite de l'adhésion récente des Iles Marshall et de Palau, et de la ratification du Vanuatu, on vise maintenant particulièrement à encourager les pays insulaires du Pacifique suivants à adhérer à la Convention : **Iles Cook, Etats Fédérés de Micronésie** (le Congrès a voté une résolution le 31 janvier 2002 ; on attend d'en recevoir un exemplaire original), **Nauru, Tokelau et Tuvalu**.



- Des dispositions sont actuellement prises pour la publication des **Actes de l'atelier sur l'interprétation culturelle des sites du patrimoine dans le Pacifique**, organisée avec la Pacific Islands Museums Association (PIMA) à Palau en 2001.
- Une session spéciale sur le patrimoine mondial va se tenir dans le cadre de la **7<sup>e</sup> Conférence des îles du Pacifique pour la préservation de la nature et les aires protégées** (Raratonga, Iles Cook, 8-12 juillet 2002) en coopération avec le Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud (SPREP).
- Les préparatifs se poursuivent pour les propositions d'inscription suivantes : **Site des débuts de l'agriculture de Kuk, Papouasie-Nouvelle-Guinée**, avec un financement du Fonds-en-dépôt japonais ; le **Parc national de Varirata, Papouasie-Nouvelle-Guinée**, avec un financement du Gouvernement néo-zélandais ; et **Levuka, Fidji**, avec un financement du Fonds-en-dépôt japonais.
- Un autre projet du Fonds-en-dépôt japonais – visant à évaluer le potentiel de **l'Île Rennell, Iles Salomon**, en tant que paysage culturel – est au point mort en raison des troubles civils récents.
- Le **Vanuatu** a soumis une demande d'assistance préparatoire pour mettre au point l'inventaire de son patrimoine national en prévision de la soumission d'une liste indicative.
- Les consultations ont commencé avec **Niue** en vue d'un atelier sur les listes indicatives qui doit se tenir conjointement avec le Kiribati.
- Un projet d'étude des **Systèmes karstiques dans les îles du Pacifique** est en cours de mise au point.
- Un voyage d'étude est prévu au Parc national de Tongariro pour les chefs traditionnels des **Etats Fédérés de Micronésie**, ainsi qu'un projet pour aider à lutter contre la végétation envahissante à Nan Madol, Etats Fédérés de Micronésie.
- Un **atelier pour le renforcement des capacités professionnelles et institutionnelles, destiné aux Etats membres de l'UNESCO dans les Iles du Pacifique, pour promouvoir la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial**, se tiendra à Apia, Samoa, du 21 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 2002, avec le soutien financier des Fonds-en-dépôt italiens.

## VI. REUNIONS SUR LA PRESERVATION DES SITES DU PATRIMOINE MONDIAL

- Un **Colloque international sur la conservation et la restauration du Caire islamique** a été organisé par le Centre en collaboration avec le Ministère égyptien de la Culture, au Caire, Egypte, du 16 au 20 février 2002. Ce colloque a fourni une tribune de débats et d'échanges entre experts internationaux et égyptiens sur la campagne de restauration en cours dans la partie islamique du Caire. Des conclusions et recommandations précises ont été formulées à l'issue du colloque, marquant ainsi une avancée marquante dans l'identification de mesures possibles pour améliorer les pratiques de conservation sur ce site du patrimoine mondial. Ces recommandations seront bientôt consultables sur le site Web du Centre.
- Le Centre a participé à une **conférence sur la réhabilitation de la médina de Fès** qui a eu lieu à Fès, Maroc, du 31 mai au 2 juin 2002, afin d'évaluer l'état actuel de mise en œuvre de ce projet UNESCO/Banque mondiale/Maroc et de rechercher des financements complémentaires.

## VII. PARTICIPATION A DES CONFERENCES INTERNATIONALES

- Des fonctionnaires du Centre ont participé au **Premier Sommet mondial sur l'écotourisme**, tenu à Québec, du 19 au 22 mai 2002. Le travail du Centre concernant des projets touristiques précis sur des sites du patrimoine mondial et aux alentours a été présenté et bien reçu. L'encouragement du Comité à mettre au point un Programme de tourisme relatif au patrimoine mondial a également reçu un accueil favorable ainsi que des suggestions et idées utiles au cours des manifestations parallèles organisées à l'occasion de ce Sommet.
- Le Centre et l'UICN poursuivent leur coopération pour organiser des activités préparatoires pour produire des rendements et produits associés au patrimoine mondial lors du **Cinquième congrès sur les aires protégées**, du 8 au 17 septembre 2003 à Durban, Afrique du Sud. Les crédits spéciaux réservés sur le budget du Fonds du patrimoine mondial pour 2002 à Helsinki, Finlande, par le Comité du patrimoine mondial sont utilisés pour organiser des ateliers précis associés à chacun des sept ateliers thématiques du Congrès de Durban.
- Le Centre a été présent à de nombreuses conférences organisées en Europe sur la gestion des sites du patrimoine mondial, y compris la **Conférence internationale sur le développement d'ensemble et l'intégration du tourisme dans les villes historiques** (19 au 22 février 2002, Grenade, Espagne).
- Dans le prolongement des activités de l'Arc alpin en 2000/2001, une conférence internationale sur la Convention alpine – « **L'Avenir des Alpes** » – a été organisée par une organisation de protection de l'environnement à Innsbruck, Autriche (18 - 20 avril 2002), avec un important volet sur le patrimoine mondial.
- Une réunion européenne **UICN/CMAP** a eu lieu à Pörtlach, Autriche, du 12 au 15 juin 2002, avec une séance spéciale sur le patrimoine mondial.
- Les activités relatives au patrimoine géologique ont inclus la participation du Centre à la conférence intitulée « **Statut de patrimoine mondial – et ensuite** », qui s'est tenue sur le site du patrimoine mondial du Dorset et de l'Est du Devon, Royaume-Uni, le 23 mai 2002. C'était aussi une manifestation préparatoire en vue d'une collaboration avec le Conseil de l'Europe sur le patrimoine géologique, sujet qui sera traité lors d'une réunion prévue en septembre à Strasbourg, France.
- A la suite de l'adoption de la **Convention européenne du paysage** (Conseil de l'Europe, 2000) et de la première conférence des Etats signataires de cette Convention en 2001 (Conseil de l'Europe, Strasbourg), un atelier sur la mise en œuvre de la Convention européenne du paysage s'est tenu à Strasbourg les 23 et 24 mai 2002, avec la participation du Centre du patrimoine mondial.
- Le Centre a participé à la conférence scientifique internationale « **Préservation, développement et suivi des villes historiques au XXI<sup>e</sup> siècle** », organisée par le Comité grec de l'ICOMOS, la Chambre technique de Grèce et le Comité de l'ICOMOS pour les villes historiques (Corfou, Grèce, 18-20 avril 2002). On y a discuté de questions telles que la réhabilitation de l'habitat comme outil de préservation urbaine et la nécessité d'une promotion efficace du tourisme pour conserver durablement et développer le patrimoine.
- Une conférence internationale – **Alternatives à la reconstruction historique dans les villes du patrimoine mondial de l'UNESCO** – s'est tenue à Tallinn, Estonie, les 16 et 17 mai 2002.
- Une **réunion internationale sur les villes de montagne : « Villes du patrimoine mondial et catastrophes naturelles »** s'est tenue du 20 au 22 juin 2002 à Chambéry, France.

- Un colloque international sur « **La diversité culturelle dans les villes historiques – solution pour un avenir viable** » s’est tenu du 20 au 24 juin à Kazan, Russie (OVPM).
- Le Centre a participé à la conférence internationale sur « **L’amélioration de la stratégie en matière de patrimoine culturel** » du 7 au 11 février 2002, organisée à Tunis, Tunisie par l’Institut National du Patrimoine, pour discuter du plan élaboré par les autorités tunisiennes avec l’appui de la Banque mondiale, pour la conservation des sites du patrimoine mondial en Tunisie.
- Un représentant du Centre a été invité à prendre la parole lors d’un débat sur « **Le patrimoine culturel et les sites sacrés : le point de vue autochtone sur le patrimoine mondial** » à l’Université de New York, le 15 mai 2002, à l’invitation du Comité d’ONG sur la Décennie internationale des peuples autochtones du monde, au Siège des Nations Unies à New York (13-24 mai 2002).

## VIII. SEMINAIRES ET ATELIERS DE FORMATION

- Un **Séminaire de formation sur la préservation, la conservation et la gestion des sites préhistoriques du patrimoine mondial de Zhoukoudian et Sangiran** s’est tenu du 15 au 20 avril 2002 à Solo, Indonésie. Une coopération s’est instaurée entre les autorités chinoises et indonésiennes à propos de ces deux sites, en collaboration avec des experts internationaux d’Australie, Chine, Japon et France. Les participants ont débattu des moyens de renforcer un réseau de protection des sites préhistoriques du patrimoine mondial et une proposition de jumelage des deux sites susmentionnés a été adoptée lors de la réunion. Des actions concrètes ont été immédiatement lancées, notamment un Bureau commun de coordination, des projets communs de recherche et un projet d’échange d’information. Compte tenu du renouvellement de l’Accord culturel entre les gouvernements de l’Indonésie et de la Chine, il a été suggéré de pouvoir intégrer les dispositions de jumelage dans l’Accord.
- Le **Second Atelier de développement des capacités et de développement institutionnel** s’est tenu à Kampala, Ouganda, du 11 au 22 février 2002 pour six pays d’Afrique de l’Est : Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Ouganda et Soudan. Ces ateliers visent à développer le renforcement des capacités aux niveaux sous-régional et national, à fournir des outils à des experts sélectionnés pour mieux comprendre le processus de conservation de la Convention de 1972, et de l’appliquer efficacement au moyen d’un plan d’action national, qui inclut la préparation des listes indicatives, des propositions d’inscription et des demandes d’assistance internationale pour les sites.
- Un **Atelier régional de formation sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial** s’est tenu à Amman, Jordanie, du 5 au 9 mai 2002. Des représentants de 16 pays (sur les 17 Etats parties à la Convention) ont assisté à cet atelier régional destiné à renforcer la capacité des services nationaux chargés des sites du patrimoine mondial à mettre efficacement en œuvre la Convention en comprenant mieux ses objectifs et ses procédures. Le premier réseau de points focaux du patrimoine mondial arabe, qui va constituer la base des futures activités régionales, a été créé lors de cet atelier.

## IX. PARTENARIATS ET FONDS-EN-DEPOT

- Le Gouvernement norvégien a officiellement créé la **Fondation nordique du patrimoine mondial** qui va continuer à travailler avec l’UNESCO en appliquant son

statut officiel en tant qu'institution internationale et régionale sous les auspices de l'UNESCO.

- Les maires de Wismar et Stralsund ont créé une **Fondation pour le patrimoine mondial** et proposent leur coopération et leur appui aux pays d'Europe centrale et orientale pour recenser des projets et sites potentiels du patrimoine mondial.
- Le **projet financé par la Belgique** sur les activités communautaires d'appui à la conservation du patrimoine mondial en République démocratique du Congo est maintenant en cours de réalisation, malgré des retards de démarrage dus à l'éruption volcanique à Goma en janvier 2002. Ce projet complète le travail du projet financé par la FNU en RDC, centré sur le développement de l'appui apporté aux gardes qui protègent les sites du patrimoine mondial.
- Un **Mémoire d'accord sur la coopération entre l'Espagne et le Centre du patrimoine mondial** a été signé le 18 avril 2002 entre le Directeur général de l'UNESCO et S. Exc. F. Villar y Ortiz de Urbina, Ambassadeur, Délégué permanent de l'Espagne auprès de l'UNESCO. Cet accord va permettre à l'Espagne de partager l'expérience qu'elle a acquise dans la conservation du patrimoine avec de nombreux pays en développement.
- Le Directeur général de l'UNESCO et le Ministre de l'Environnement et du Patrimoine du Commonwealth d'Australie ont signé à Melbourne, le 7 mai 2002, un **Mémoire d'accord entre l'Australie et l'UNESCO**. Ce mémoire, qui va rester en vigueur au moins cinq ans, vise à renforcer la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial de 1972 dans la région Asie-Pacifique et son efficacité dans la sauvegarde et l'utilisation durable du patrimoine culturel et naturel.

## X. LE CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL

- Deux nouveaux collaborateurs ont rejoint le Centre depuis le début de 2002, un Chef du Bureau exécutif (P5) qui travaille pour la Direction, et un expert-associé (P1/P2), financé par les Pays-Bas et qui travaille pour l'Unité Europe.
- Dans le cadre d'un autre **projet de partenariat FNU-UNESCO**, le Centre recrute actuellement un spécialiste du patrimoine naturel (P-3) et un assistant administratif (P1/P2), chacun, pour une période d'un à deux ans. Le Gouvernement belge a détaché un expert du patrimoine naturel (P-4) qui a commencé à travailler en avril 2002 pour deux ans.

## XI. PROGRAMME DE GESTION DE L'INFORMATION

- Les activités de conservation dans les Etats parties commencent maintenant à se développer grâce à une bonne gestion des données et de l'information. Lors d'un atelier pour la région arabe à Amman, Jordanie, les Emirats arabes Unis ont manifesté leur ferme appui pour parrainer la création d'un **Centre régional d'information**.
- Le Centre du patrimoine mondial, en étroite coopération avec d'autres secteurs de l'UNESCO, a maintenant conclu un accord avec toutes les **Agences spatiales internationales**. Cette « initiative ouverte » de l'UNESCO, consiste à fournir, essentiellement aux Etats parties en développement, l'accès à des images satellites et aux services d'experts associés pour réaliser un meilleur suivi de leurs propres sites du patrimoine mondial. Grâce à ce partenariat, il est maintenant possible de suivre l'état de notre patrimoine mondial depuis l'espace lointain.

## XII. ACTIVITES DE SENSIBILISATION

### Publications et activités d'information du public

- **WHNEWS** : cinq éditions du bulletin électronique ont été rédigées et diffusées ;
- **La Lettre du patrimoine mondial** : deux numéros (33 et 34) ont été imprimés et diffusés à quelque 19 000 destinataires ;
- **La Revue du Patrimoine mondial** : trois numéros (24, 25 et 26) ont été rédigés et diffusés par abonnement et autres canaux commerciaux. Un accord de co-publication a été signé entre Magisterpress, Moscou, et les Editions de l'UNESCO pour la production et la diffusion d'une version russe de la *Revue* ;
- **L'Agenda 2003 du patrimoine mondial** est en préparation pour impression ;
- Une collaboration établie avec le **National Geographic Magazine** va aboutir à la publication d'un article de 10 pages sur le patrimoine mondial dans le numéro d'octobre de ce magazine grand public diffusé dans le monde entier.
- A la suite de la présentation du **projet d'annonces de service public** à la 25<sup>e</sup> session du Comité, et de la Lettre circulaire sur ce projet envoyée aux Etats parties, le Centre a reçu 33 réponses. Une majorité de pays ont fait part de leur appui à cette initiative et ont proposé de fournir du matériel vidéo pour aider à produire les brèves annonces télévisées. On attend d'autres réponses d'Etats parties avant l'élaboration d'un calendrier de production. Toutefois, il est prévu de produire ces films au début de 2003.
- Une **exposition spéciale sur le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Convention** a été préparée en 6 langues (anglais, français, espagnol, arabe, russe et chinois), pour être mise gracieusement à la disposition de tous les Etats parties à la Convention avant la fin de 2003. Cette exposition itinérante légère, financée à partir de sources extrabudgétaires générées par d'autres projets promotionnels, sera présentée (en français) pendant la 26<sup>e</sup> session du Comité à Budapest.

### Année des Nations Unies pour le patrimoine culturel / 30<sup>e</sup> anniversaire

- Dans le cadre des activités entreprises pour célébrer le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Convention du patrimoine mondial, plusieurs événements ont eu lieu et d'autres en sont encore au stade de planification. Ils sont organisés dans le contexte de l'**Année des Nations Unies pour le patrimoine culturel**, célébrée à travers le monde toute l'année 2002.
- Des informations sur le programme et le statut d'organisation du Congrès international « **Patrimoine mondial 2002** » ont été fournies au cours d'une réunion d'information pour les représentants du Bureau au Centre du patrimoine mondial le 15 janvier 2002. En outre, des réunions du Comité de direction de cette manifestation se sont tenues au Siège de l'UNESCO le 18 janvier et le 19 avril. Des membres du Bureau et certains membres du Comité ont assisté à ces réunions. Une notification de ces deux réunions a été diffusée aux membres du Comité du patrimoine mondial pour information.

### Education

Le concept d'éducation au patrimoine mondial est couramment utilisé et adapté dans plus de 130 pays, concrétisé par de nombreuses activités éducatives et interactives aux niveaux régional et national.

- Le **Premier cours de formation au développement des compétences** pour des jeunes de la région arabe a été organisé à Petra, Jordanie, du 20 au 25 avril 2002, en collaboration avec le bureau de l'UNESCO à Amman et l'ICCROM.
- Une conférence internationale « **Le patrimoine mondial aux mains des jeunes – Dialogue entre les civilisations** » a été organisée à Assouan et au Caire, Egypte, du 6 au 12 février 2002, en collaboration avec la Commission nationale égyptienne pour l'UNESCO. Vingt pays ont participé à cette manifestation qui avait pour but d'affiner le matériel éducatif sur le patrimoine mondial.
- Une **évaluation externe** d'ensemble du Projet a été finalisée par les évaluateurs externes d'English Heritage en janvier 2002 et devrait fournir une orientation pour améliorer le projet.
- Le Centre a aidé plusieurs Etats parties à organiser des réunions et des séminaires sur l'éducation au patrimoine mondial. Un séminaire sous-régional sur l'intégration de l'éducation au patrimoine mondial dans le système éducatif national du **Bélarus, de la République de Moldova et de l'Ukraine** a été organisé par le bureau de l'UNESCO à Moscou, en collaboration avec la Commission nationale de la République du Bélarus (17 au 20 juin 2002).
- Un Forum de jeunes doit se tenir sur le site du patrimoine mondial de **Novgorod, Fédération de Russie**, en août 2002.
- La **Première réunion d'Europe centrale** sur ce sujet réunira à Bratislava 82 élèves et enseignants (du 24 au 29 juin 2002). Cette initiative, organisée par la Commission nationale slovaque pour l'UNESCO, est une initiative commune de six pays : Autriche, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie.
- Le Secrétariat a reçu et continue à recevoir de nombreuses demandes de pays qui désirent traduire le **Kit éducatif sur le patrimoine mondial dans des langues nationales**. Certaines de ces demandes concernent des subventions d'assistance promotionnelle au titre du Fonds du patrimoine mondial pour 2002.
- Une **seconde édition** du Kit éducatif « Le patrimoine mondial aux mains des jeunes » a été produite en anglais et la version française est prévue pour septembre.
- La préparation d'une **version pour le Pacifique** du Kit éducatif « Le patrimoine mondial aux mains des jeunes » a commencé, en collaboration avec la Commission nationale néo-zélandaise pour l'UNESCO, qui bénéficie d'un financement extrabudgétaire du Gouvernement néerlandais. Cette initiative fait partie du Plan d'action pour le Pacifique sur l'éducation au patrimoine mondial, approuvé par le Comité à sa 24<sup>e</sup> session à Cairns, en décembre 2000.